



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Prix de l'énergie

Question au Gouvernement n° 1379

Texte de la question

PRIX DE L'ÉNERGIE

Mme la présidente . La parole est à M. Emmanuel Duplessy.

M. Emmanuel Duplessy . Madame la ministre chargée de l'énergie, gouverner, c'est prévoir. Depuis des années, nous vous répétons qu'il faut accélérer massivement le déploiement des énergies renouvelables pour produire chez nous une énergie moins chère et plus stable. Nous répétons qu'il faut décarboner notre économie et nos modes de déplacement afin de réduire notre dépendance aux énergies fossiles. Nous répétons qu'il faut rénover des millions de logements pour réduire durablement les factures des ménages. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe EcoS.*) Nous répétons, enfin, qu'il faut structurer une véritable politique de sobriété.

Malgré nos alertes répétées, vous n'avez pas anticipé, vous n'avez rien protégé. Au contraire, vous avez préféré multiplier les budgets d'austérité qui tournent le dos à la bifurcation écologique, à notre souveraineté et à l'avenir. Aujourd'hui, la réalité de nos dépendances vous rattrape. La guerre illégale au Moyen-Orient fait flamber les prix de l'énergie et, comme toujours, ce sont les Français qui paient les factures. Cette crise révèle votre échec, qui met notre pouvoir d'achat, la compétitivité de nos entreprises et notre souveraineté à la merci des crises internationales.

Il est maintenant de votre responsabilité d'assumer les conséquences de votre immobilisme : il faut d'urgence mettre en place des aides ciblées pour celles et ceux qui sont les plus exposés à la hausse des coûts de carburant. Je pense aux habitants des territoires ruraux, aux petites entreprises et aux travailleurs dépendants de la route comme les aides à domicile, les infirmières, les artisans et les agriculteurs. Il faut également accompagner rapidement les ménages à faibles revenus, déjà victimes de la crise sociale, vers des solutions qui leur permettent de faire face à cette hausse et de réduire durablement leur dépendance aux énergies fossiles.

Pour financer ces mesures, il y a des pistes : tournez-vous vers les profiteurs de guerre et leurs surprofits, saisissez-vous des leviers de solidarité. Les entreprises pétrolières et gazières pourraient enregistrer cette année plus de 63 milliards de bénéfices supplémentaires ; il est temps d'envisager des mesures d'urgence et des politiques... (*Le temps de parole étant écoulé, Mme la présidente coupe le micro de l'orateur. – Les députés du groupe EcoS applaudissent ce dernier.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre déléguée, porte-parole du gouvernement, et ministre déléguée chargée de l'énergie.

Mme Maud Bregeon, *ministre déléguée, porte-parole du gouvernement, et ministre déléguée chargée de l'énergie*. La première et la vraie réponse qu'on peut vous apporter, c'est l'action menée par la France à l'échelle internationale. Elle seule permettra d'enrayer structurellement les difficultés de nos concitoyens, que nous entendons.

À une autre échelle, depuis le début de la crise, avec Roland Lescure et Serge Papin, nous suivons l'évolution des marges et convoquons régulièrement les distributeurs pour nous assurer que la situation ne leur permet d'engranger aucun profit indu.

Enfin, nous menons un travail au niveau de chaque secteur économique. Mes collègues Annie Genevard, Catherine Chabaud et Philippe Tabarot ont ainsi annoncé des plans d'accompagnement ciblés : nous veillons à ce que les entreprises et les emplois ne pâtissent pas durablement d'une crise dont nous ignorons l'étendue dans le temps et dans l'espace.

S'agissant de la décarbonation, je suis d'accord avec vous : il faut probablement accompagner encore davantage l'électrification des usages et la transition énergétique des foyers français. Cette évolution nécessite toutefois de produire de l'électricité décarbonée ; votre souhait va donc dans le sens de la troisième programmation pluriannuelle de l'énergie, que le Premier ministre a publiée il y a un mois et qui nous a valu deux motions de censure dans cet hémicycle. (*M. Emmanuel Duplessy s'exclame.*) Il nous faut certes des énergies renouvelables – nous sommes d'accord sur ce point – mais aussi de l'énergie nucléaire.

Données clés

Auteur : [M. Emmanuel Duplessy](#)

Circonscription : Loiret (2^e circonscription) - Écologiste et Social

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1379

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Porte-parole du Gouvernement et Énergie

Ministère attributaire : Porte-parole du Gouvernement et Énergie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 mars 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 25 mars 2026